

Le pouvoir aux travailleurs

01 NOVEMBRE 1993

N° 14

PRIX: 50 F

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
NON AUX MESURES D'AUSTERITE CONTRE LES PAUVRES!...	2
<u>COTE D'IVOIRE:</u>	
- LE FOOTBALL, UN MOYEN DE DETOURNER LA COLERE DES PAUVRES CONTRE D'AUTRES PAUVRES!.....	3 - 4
- LA DEVALUATION DU FRANC CFA UNE DEGRADATION SUPPLEMENTAIRE DU NIVEAU DE VIE DES PAUVRES...	4 - 7
- TOUT COMME HOUPHOUET, CEUX QUI PRETENDENT AU TRONE SONT CONTRE LES TRAVAILLEURS.....	7 - 8
- LA SOTRA VEUT FAIRE PAYER SA CRISE AUX TRAVAILLEURS.....	8 - 9
<u>BURUNDI:</u>	
- MASSACRES ETHNIQUES.....	9 - 11

NON AUX MESURES D'AUSTERITE
CONTRE LES PAUVRES !

Après les "sacrifices" annoncés par le ministre des Finances et de l'Economie, le Premier ministre Alassane Ouattara vient de confirmer que son gouvernement s'apprête à prendre de nouvelles mesures d'austérité. Celles-ci porteront notamment sur les réductions des salaires et les suppressions d'emplois.

Mais les réductions de salaires, nous, travailleurs, les connaissons déjà, ne serait-ce que sous forme de chômage technique ou de blocage des salaires depuis plus de dix ans ! Des suppressions d'emplois, il y en a eu. Et le gouvernement s'est récemment félicité d'avoir supprimé plus de 20.000 emplois à la Fonction publique, rien que ces trois dernières années ! De plus, il est question de supprimer, dans des entreprises para-publiques, des milliers d'autres emplois dont bientôt 6.000 rien qu'à SODEFOR à SAMAT-CIDV. Quand on sait que dix personnes au moins vivent avec un salaire, c'est des centaines de milliers de gens qui vont ainsi se retrouver sans aucun moyen de survivre.

Le gouvernement avait prétendu que ces mesures d'austérité étaient nécessaires pour relancer l'économie et créer de nouveaux emplois. Eh bien, dix ans après, nous n'avons rien vu de tout cela. Au contraire. Le niveau de vie des travailleurs et des petites gens baisse constamment sans la moindre contrepartie. Dans le même temps, les riches s'enrichissent sans cesse. Et pour suivre leur exemple, leurs représentants politiques, les députés, n'ont pas hésité à doubler leurs salaires il y a quelques mois.

Il n'y a aucune raison pour que ce soit toujours les travailleurs et les pauvres qui fassent des sacrifices. Houphouët Boigny, sur son lit d'hôpital, a dit qu'il faudrait veiller à ce que les nouvelles mesures d'austérité ne frappent pas les "petits". Croire à cela est une naïveté. Il voulait dire en fait que c'est les "petits" qui en seront les seules victimes. Les politiciens mentent comme un arracheur de dent et font toujours le contraire de ce qu'ils disent.

Les dirigeants nous ont donc prévenus que c'est nous, travailleurs, qui subissons les "nouveaux sacrifices" dont ils parlent. Déjà, nous avons bien du mal à assurer la nourriture de notre famille, à payer les frais de scolarité de nos enfants, sans compter les loyers, les transports, etc. Parce que nos salaires sont insuffisants. Si ces petits salaires sont encore réduits, ce sera la misère.

Il faut donc obliger le gouvernement à annuler purement et simplement les mesures d'austérité qu'il s'apprête à rendre publiques. Pour cela, nous n'avons pas d'autre choix que de nous défendre, de nous battre. Le gouvernement lui-même reconnaît à sa façon que ces mesures sont injustes, puisqu'il redoute notre réaction. C'est le sens de la campagne de "sensibilisation" qu'il tient à mener pour nous tromper et nous faire accepter les "sacrifices".

C'est en laissant exploser notre colère que nous -les travailleurs et l'ensemble des pauvres- pouvons faire reculer le gouvernement et amener celui-ci à renoncer à son plan d'austérité concocté contre nous. C'est aussi en nous mobilisant avec détermination contre toute diminution de nos salaires, contre toute suppression d'emploi et autres mauvais coups que nous empêcherons ce gouvernement de nous imposer à l'avenir d'autres "sacrifices". Car rien n'indique que les nouvelles mesures d'austérité annoncées seront les dernières.

LE FOOTBALL, UN MOYEN DE DETOURNER LA COLERE DES PAUVRES CONTRE D'AUTRES PAUVRES

L'élimination d'un club de football ivoirien par celui du Ghana s'est transformée, ici à Abidjan par un dévouement de violence à l'encontre des ressortissants ghanéens. A Treichyille, à Adjamé, à Yopougon, à Marcory et certainement un peu partout dans les quartiers populaires où il y a des ghanéens, des bandes de jeunes, armés de cailloux, de gourdins, de frondes, se sont vengés sur les ghanéens. Des ghanéennes auraient été violées, d'autres forcées de sortir toutes nues dans les rues.

A l'heure où nous écrivons nous ne savons pas encore s'il y a eu des morts mais il est presque sûr qu'il y en aura car les jeunes sont la plupart du temps encouragés par des parents sous les regards complices des forces de l'ordre qui, tout souriant face au déferlement de violence anti-ghanéenne, font semblant de s'interposer quand ils ne sont pas tout bonnement absents des lieux de vindictes.

Plusieurs maisons appartenant ou habitées par des ghanéens ont été saccagées. Nombreux sont les petits boutiquiers, petits vendeurs de rues, des cordonniers et autres artisans ou propriétaires de maquis ghanéens qui ont perdu leurs marchandises quand ce n'est pas leur vie peut-être. Et cette violence va peut-être durer encore plusieurs jours.

Visiblement, cette "vengeance" était voulue par les dirigeants des clubs de supporters de l'ASEC qui ont délibérément fait circuler dans les quartiers populaires

d'Abidjan plusieurs cars remplis de supporters de retour du Ghana après le match. L'objet de ces tours de cars étaient d'appeler les foules à s'en prendre aux ghanéens d'Abidjan sous prétexte que des supporters ivoiriens ont été maltraités au Ghana. On montrait ostensiblement les cars endommagés par des jets de pierres ainsi que quelques supporters ivoiriens blessés lors de leur voyage au Ghana.

Il ne faut donc pas s'étonner que des jeunes désœuvrés, chauffés par les commentaires des journalistes de la radio et les responsables des clubs viennent se dévouer sur des innocents qui ont le malheur d'être ghanéens.

Ces scènes de pogrom montrent à quel point le sport en général est utilisé par les dirigeants comme un moyen de détourner l'attention, et la colère des populations pauvres vers des voies parfois sanglantes. Il permet aux politiciens d'aiguiser les sentiments nationalistes quand ce n'est pas tout simplement du tribalisme ou du régionalisme. On fait s'entre-tuer les pauvres entre eux pendant qu'ils se font exploiter et sont réduits à la misère par ceux-là mêmes qui les poussent à s'entre-tuer.

Cela montre aussi à quel point l'absence d'organisation ouvrière digne de ce nom fait défaut à l'ensemble des pauvres. Car s'il existait un tel mouvement ouvrier il jouerait son rôle d'influence au sein des masses pauvres, plus

particulièrement au sein de la jeunesse des quartiers pauvres pour leur montrer une autre voie à suivre que celle du chauvinisme et du nationalisme. Sans un prolétariat conscient de son rôle de classe opposée à la

bourgeoisie, sans une organisation regroupant ce prolétariat conscient, les masses pauvres seront toujours entraînées dans des bains de sang où elles seront les seules victimes.

LA DEVALUATION DU FRANC CFA: UNE DEGRADATION SUPPLEMENTAIRE DU NIVEAU DE VIE DES PAUVRES

Depuis quelques mois, il est question d'une prochaine dévaluation du franc CFA. Il s'agit, selon certaines rumeurs, d'une dévaluation qui avoisinerait les 50% et qui serait effective vers la fin de cette année. Les journalistes de "Fraternité Matin", proches du gouvernement, parlent même d'un "Noël Noir" qui frappera la majorité de la population déjà confrontée à la crise économique qui continue de s'aggraver et à laquelle vont s'ajouter les prochaines mesures de licenciements dans la fonction publique ainsi que la forte dévaluation du CFA.

A l'heure actuelle, en dehors des milieux officiels, il est difficile de distinguer entre la rumeur et la réalité de ce que nous préparent les dirigeants de l'impérialisme français, les véritables maîtres du CFA. D'autant plus que si cette mesure de dévaluation était prise, elle tomberait comme un couperet sans que la majorité de la population soit mise au courant. Seuls les bourgeois et quelques "initiés" seront mis au courant à l'avance pour qu'ils puissent spéculer sur cette dévaluation et en tirer profit.

Avant même que cette dévaluation ne soit effective, les banques refusent déjà aux petits porteurs de convertir le

franc CFA en franc français qui pourtant est la monnaie qui garantit le CFA. Certaines banques, ici même à Abidjan, refusent de convertir les CFA de l'Afrique Centrale en ceux de l'Afrique de l'Ouest, alors que depuis toujours cela se faisait sans aucune restriction.

Les riches, les gros commerçants africains et tous les privilégiés du régime cherchent déjà depuis plusieurs mois à se débarrasser des francs CFA avant que la mesure de dévaluation ne tombe. Ce comportement est renforcé par la décision prise par les autorités françaises de rendre inconvertible le franc CFA par rapport aux monnaies des pays africains non membres de la "zone franc". C'est ainsi, par exemple, que la Naïra, monnaie du Nigéria ne sera plus directement convertible en CFA sans passer par le biais du franc français.

Que signifiera une dévaluation du CFA pour les petites gens ?

Si le franc CFA perd du jour au lendemain 50% de sa valeur initiale cela se traduira de fait par une diminution de presque autant de pour-cent du pouvoir d'achat de la population, plus particulièrement pour les

produits importés. Tous les produits coûteront plus cher, alors que les salaires eux vont rester comme ils sont aujourd'hui.

Ainsi donc, pour l'ouvrier, pour le manoeuvre, pour le paysan, une dévaluation de 50% revient à travailler plus pour payer les produits de première nécessité, les impôts et autres taxes qui auront du coup doublé du fait de cette dévaluation. Ce sera autant de privations en plus, des enfants qui seront encore plus mal nourris ou qui ne pourront plus aller à l'école ou que les parents auront encore plus du mal à soigner.

Les bourgeois, les gros commerçants, les hauts fonctionnaires et tous les privilégiés qui ont des gros comptes en banque trouveront toujours les moyens de convertir leur argent en devises fortes ou tout simplement transférer leurs comptes dans les banques occidentales; mais pas les petits et moyens salariés ainsi que les petits paysans qui ont des petits comptes. Ceux-là ont économisé durant des années pour mettre quelques sous de côté pour leurs vieux jours ou pour palier des jours difficiles. Le lendemain de la dévaluation, ils se trouveront avec une petite économie qui aura perdu 50% de sa valeur.

Voilà ce que préparent les autorités françaises avec l'approbation des dirigeants locaux de la "zone franc". Même si certains de ces dirigeants comme ceux du Sénégal ou de la Côte d'Ivoire disent qu'ils ne sont pas pour cette dévaluation, ils ne le font qu'hypocritement et du bout des lèvres. De toutes les façons, ils ne sont que les exécutants des ordres donnés par Paris et par les banquiers internationaux. Et quand ils

disent non, ce n'est pas parce qu'ils se soucient du sort des populations pauvres, mais plutôt par peur des réactions de colère qui pourraient résulter d'une dégradation supplémentaire et brutale du niveau de vie déjà précaire de celles-ci. Le gouvernement d'Abdou Diouf vient de connaître plusieurs grèves générales successives contre les mesures de diminution de salaires dans la fonction publique et dans le secteur privé, accompagnées de surcroît par une hausse des taxes. Si on ajoute à cela une dévaluation du CFA, la colère encore bouillante des salariés pourrait se transformer en révolte généralisée que le gouvernement aura du mal à juguler.

Tout comme les dirigeants du Sénégal, ceux de la Côte d'Ivoire aussi craignent une colère de la population laborieuse. C'est pour cela qu'ils font semblant d'être opposés à la dévaluation. Ils disent dès aujourd'hui qu'ils vont commencer une "campagne de sensibilisation" pour préparer la population aux divers "sacrifices" qu'ils voudraient imposer.

Une dévaluation inévitable?

Depuis la création de cette monnaie (héritière de celle de l'époque coloniale), celle-ci n'a jamais été dévaluée. Les dirigeants français ont tout fait pour garder une parité fixe entre le franc CFA et le franc français. Alors pourquoi cette décision de limiter la convertibilité du CFA et probablement de la dévaluer?

Pour les autorités françaises, cette mesure est destinée à mettre un terme à la fuite des billets, parfois par

est... cette... à l'égard de... de l'État... de l'économie...

valises entières, vers des pays voisins qui ne font pas partie de la "zone franc" comme le Nigéria et le Ghana, considérés comme les principaux responsables de la fuite du CFA. Mais la réalité est tout autre.

La vraie raison est que l'économie française va de plus en plus mal; cette économie subit durement la concurrence des autres pays impérialistes, notamment des USA. Et cela jusque dans ses bastions africains, la fameuse "zone franc". En effet l'accession de ces pays africains à l'indépendance a ouvert cette "chasse gardée" aux autres puissances impérialistes.

L'économie des pays de cette "zone franc" ne se porte pas bien non plus; elle stagne tandis que dans certains pays, elle régresse même. La tendance générale est plutôt à la régression économique. La chute du cours des matières premières comme le café, le cacao, le caoutchouc, le coton... a creusé des déficits énormes dans les budgets des Etats producteurs qui appartiennent à la "zone franc". L'impérialisme français se voit obligé parfois de les combler.

Bien fini est le temps où certains pays africains producteurs dégageaient des excédents bénéfiques à la Banque de France qui les utilisait pour soutenir son économie face aux autres puissances concurrentes. Bien révolu également le temps où la "zone franc" constituait une zone protégée pour les investisseurs français. Elf Aquitaine par exemple doit faire face, dans cette zone, à la concurrence des sociétés pétrolières américaines.

Selon les mécanismes purement financiers, la dévaluation du franc CFA est

presque inévitable. D'autant plus que, en voulant toujours maintenir une parité fixe avec le franc français, le franc CFA est surévalué (de 20 à 60%) par rapport aux autres monnaies des pays africains n'appartenant pas à la "zone franc". Ce qui pousse à la spéculation sur le franc CFA, devenu une devise "forte". Comme en bourse, les actions se reportent massivement sur une monnaie dont la côte est élevée. L'an dernier, 253 milliards de francs CFA seraient sortis de la "zone franc".

On a déjà avancé deux scénarios possibles. Soit décider d'une dévaluation générale de 50% sur l'ensemble des pays de la "zone franc", soit dévaluer ces monnaies avec un taux différent pour chaque pays de la "zone franc" en fonction de l'état de l'économie de chaque pays; ce qui signifierait de fait la fin de la "zone franc".

Mais ce qui fait hésiter les dirigeants français, ce sont des considérations d'ordre politique. Ils craignent, tout comme leurs valets locaux, la colère des masses pauvres que cette dévaluation va frapper inévitablement. La situation des pauvres dans ces pays est déjà catastrophique. La dévaluation risque d'être la goutte d'eau qui va faire déborder le vase.

Mais il va falloir prendre une décision. Car la concurrence des autres puissances impérialistes, surtout américaines se fait de plus en plus forte. L'impérialisme français, impérialisme de seconde zone qui n'a pas les moyens de sa politique, cède du terrain chaque jour. Dans ses bastions mêmes, la présence de l'impérialisme américain est

omniprésente; le dollar concurrence fortement le franc CFA, et par ricochet le franc français.

Devant cette pression, le gouvernement français doit faire un choix. Ou dévaluer le franc CFA, c'est-à-dire ôter la barrière protectionniste qu'est la "zone franc", zone qui ne protège en rien de la concurrence. Ou alors attendre qu'il soit éjecté de sa "zone franc" par un impérialisme plus fort que lui, l'impérialisme américain.

Face cette future dégradation supplémentaire que lui prépare l'impérialisme, la population n'aura pas d'autre

choix, si elle veut améliorer son sort, ou simplement l'empêcher d'empirer, que celle de la lutte. Ce ne sont pas seulement les populations pauvres de la Côte d'Ivoire qui seront les victimes, mais l'ensemble des populations pauvres des pays de la "zone franc". Mais même ici en Côte d'Ivoire, les travailleurs en se mobilisant, et mobilisant derrière eux l'ensemble des couches pauvres, peuvent montrer la voie à suivre. Car c'est une lutte à mort que veulent lui mener l'impérialisme et les pouvoirs locaux qui ne sont que ses courroies de transmission pour piller les populations pauvres.

TOUT COMME HOUPHOUËT, CEUX QUI PRETENDENT AU TRÔNE SONT CONTRE LES TRAVAILLEURS

Le monde politique ivoirien est en effervescence. Houphouët déjà sous perfusion depuis six mois, serait soumis à l'effet de la morphine selon les journaux proches du FPI.

Du côté des partisans du vieux, la lutte sourde est de plus en plus ouverte entre Ouattara, le premier ministre et Bédié, président de l'Assemblée nationale et successeur institutionnel. Chacun des deux vizirs voudrait bien être khalife à la place du khalife. Pour arriver à leur fin, ils ne se gênent pas pour placer les membres de leurs clans respectifs à la tête des régions et autres postes "stratégiques" du pays. On n'est jamais mieux servi que par soi-même ou par ses proches semblent-ils penser.

Ouattara possède à son actif d'avoir été gouverneur de la BCEAO et donc de bénéficier de l'appui du monde de la finance

internationale.

Bédié se prévaut d'être le dauphin du "vieux" et bénéficie de la préférence de la chefferie traditionnelle et des "barons" de l'Houphouëtisme. Ainsi, pendant que Ouattara tente de gouverner, Bédié se prépare.

Du côté de l'opposition, cela ne semble pas aller très fort non plus. Les partis dits de gauche qui s'étaient mariés lors des premières élections législatives multipartistes de 1990 ont, divorcé aussitôt la lune de miel électorale terminée. La réconciliation n'a toujours pas eu lieu.

Les dirigeants du FPI, du PIT, du MFA et du PPS se sont réunis pour tenter un accord contre l'article 11 de la constitution (relatif à la durée du mandat du successeur). Malgré leur ressentiment à l'égard du parti au pouvoir, ils n'ont pas

réussi à réaliser ne serait-ce qu'une unité de façade. Les croche-pieds et les coups bas semblent être la règle dans les coulisses des états-majors politiques.

Du côté de la population: les paysans, les petits fonctionnaires, les chômeurs, les enseignants, etc... le mécontentement semble prendre la place de la résignation des dernières années: occupations des locaux, manifestations devant les chefs de service, séquestration de directeur, meeting à l'église; voilà les différentes formes de protestations qui occupent le

terrain social.

Visiblement le petit peuple abidjanais et peut-être provincial également est persuadé à juste titre que les attaques sévères contre leur niveau de vie, le "Noël noir" annoncé par les tenants de l'houphouëtisme, continueront avec avidité quelle que soit l'étiquette du successeur. Et ils n'auront rien à espérer de ces dirigeants de l'opposition qui n'ont qu'un seul souci: celui de parvenir au pouvoir pour continuer fondamentalement la même politique d'austérité contre les plus démunis.

LA SOTRA VEUT FAIRE PAYER SA CRISE AUX TRAVAILLEURS

Emprunter le transport en commun à Abidjan est un vrai calvaire pour les travailleurs: le matin, ils sont obligés de se réveiller très tôt pour se rendre au travail. Sans parler du fait qu'il faut jouer du coude pour avoir une place même debout. Non seulement les bus se font de plus en plus rares mais en plus ils tombent de plus en plus en panne. Le soir c'est la galère qui recommence dans l'autre sens. Ces difficultés se sont aggravées depuis que la SOTRA a annulé les cars de ramassage des élèves et des étudiants.

La SOTRA est incapable d'assurer normalement le transport des usagers à Abidjan alors qu'elle continue d'empocher les mêmes montants des titres de transports des usagers.

En effet, en fin août 1992, la SOTRA disposait d'un parc de 901 bus dont 165 immobilisés. En 1993, pour la même période, il ne

reste plus que 897 bus dont 337 immobilisés.

Les hauts dignitaires du gouvernement ou les riches n'en n'ont cure de savoir que les travailleurs -ou les élèves et les étudiants qui n'ont pas d'autres moyens de se déplacer que d'emprunter le transport en commun- rencontrent d'énormes difficultés.

Pour faire face à ses "problèmes de trésoreries", la SOTRA veut faire payer ses employés. Du moins, elle s'en sert comme prétexte pour diminuer le salaire de ces derniers.

Le plan "social" de la direction prévoyait initialement 1952 licenciements. Le PDG parle aujourd'hui d'"attachement" envers ses agents, de "solidarité" pour faire accepter un chômage technique tournant de 6 mois à tout le personnel. dont

1952 d'entre eux risquent selon lui le licenciement.

Selon ce plan, chacun des employés aura un jour et demi de chômage technique par semaine. Et ce sont ainsi 250 millions de francs par mois qui seront économisés sur le dos des employés. Cette somme permettra soi-disant la "réhabilitation" du parc actuellement insuffisant.

Quel mensonge et quel chantage! La SOTRA n'est-elle pas un service public au même titre que les hôpitaux ou les écoles? Mais alors à quoi servent les impôts et les différentes taxes que payent les travailleurs? Ne doivent-ils pas justement servir au fonctionnement du service public? Mais alors pourquoi encore parler de "réhabilitation" du parc automobile sur le dos des employés?

De quelle "solidarité" -ou encore "partage de la crise"-

veut parler Bahi-Zahiri, qui ne manque pas de formule? Le fait que lui et ses semblables fassent le "sacrifice" d'un jour et demi de salaire par semaine? Mais que représente un jour et demi de salaire pour un PDG qui en plus trouvera certainement bien d'autres moyens de détourner les deniers publics? Alors que pour un receveur, un chauffeur ou un agent de la maintenance, qui n'a pas vu son salaire bouger depuis une dizaine d'années, cela représente autant de moyens en moins pour nourrir toute une famille!

Le "programme de départ volontaire à la retraite" est aussi un des "programmes" des riches contre les pauvres!

Les agents de la SOTRA auraient en tout cas raison de se mobiliser pour faire ravalier tous ses "programmes" à ce cynique PDG.

MASSACRES ETHNIQUES AU BURUNDI

Une fois de plus le Burundi est plongé dans des luttes ethniques entre, d'un côté, les Hutus, et de l'autre, les Tutsis. Ces massacres font suite au coup d'Etat perpétré le 21 octobre dernier par des officiers tutsis de l'armée et qui a coûté la vie à Melchior Ndadayé, élu président de la République lors des dernières élections après l'instauration du multipartisme dans le pays. Depuis, le sang ne cesse de couler entre les deux principales ethnies. Les officiers, majoritaires dans l'armée, font la chasse de façon indifférente aux Hutus, ethnies du président assassiné, alors que, dans les campagnes surtout, les

partisans de ce dernier crient vengeance en attaquant les populations tutsis.

Les conséquences de ces massacres sont lourdes. Des maisons, des cases, voire des villages sont incendiés. On enregistre des centaines de morts de part et d'autre. Plus de 600 000 personnes ont fui pour se réfugier dans les pays voisins, au Rwanda, au Zaïre, en Tanzanie etc...

La plupart des puissances impérialistes, qui, hier encore, soutenaient la dictature des militaires au Burundi, ont hypocritement crié leur

indignation face à ce coup d'Etat sous prétexte qu'il aurait mis fin au processus démocratique dans le pays. Les Etats-Unis ont suspendu leur soutien militaire. Les pays de la CEE aussi ont décidé de boycotter les putschistes. Tous exigent de ces derniers de remettre le pouvoir aux partisans du président assassiné au nom, dit-on, de la garantie de la démocratie. On a aussi entendu certains dictateurs africains faire des déclarations dans ce sens.

En réalité, ces massacres ne sont pas les conséquences d'une lutte entre, d'une côté, des démocrates et d'un autre, des non-démocrates, si ce n'est que Ndadaye lui-même est arrivé au pouvoir en collaborant avec la même armée qui a imposé sa dictature depuis des années et tue aujourd'hui. Et si demain les partisans de Ndadaye reprennent le pouvoir grâce au soutien des pays impérialistes, pour les masses pauvres, hutus comme tutsis, ce sera toujours la dictature.

Ce qui se passe au Burundi est tout simplement une lutte pour le pouvoir entre les dirigeants hutus et tutsis, chacun cherchant à s'appuyer sur son ethnie pour imposer sa dictature à l'ensemble de la population. Dans ce pays, ce n'est pas d'ailleurs la première fois que des politiciens entraînent les populations dans des massacres ethniques. Ils l'ont déjà fait plusieurs fois dans le passé.

Cette politique criminelle n'est pas non plus exclusive aux politiciens burundais sur le continent africain. Du Tchad au Libéria, en passant par l'Angola, le Soudan, l'Afrique du Sud, le Sénégal ou le Niger, nombreux

sont, en effet, les pays où les différences ethniques sont exploitées, aiguisées pour pousser les populations les unes contre les autres. Ces oppositions ethniques sont tant le fait de ceux qui sont au pouvoir que celui de ceux qui prétendent combattre ces derniers.

D'une part, ceux qui dirigent s'appuient principalement sur leur ethnie. Cette pratique n'est pas nouvelle. Depuis les années 60 qui ont vu la naissance des Etats africains, les dictateurs mis en place par l'impérialisme ont basé leur tribalisme, en fait ils le faisaient dans le cadre de l'Etat unitaire. Aujourd'hui, face au mécontentement populaire profond dû à la crise économique, les régimes pourris et corrompus apparaissent franchement dominés par l'ethnie de ceux qui sont au pouvoir. Les dictateurs ont de plus en plus tendance à jouer au tribalisme en vue de leur maintien. Ils se présentent volontiers comme les défenseurs des intérêts de leur ethnie ou de leur région à qui ils font croire que si leur pouvoir venait à tomber elles seraient victimes de la vengeance des autres.

Inversement, ceux qui combattent ces pouvoirs corrompus en place le font en utilisant les mêmes armes qu'eux. A côté des marchands de rêves et autres illusions sur le multipartisme, on trouve de plus en plus de gens qui combattent les dictatures en utilisant l'ethnisme. Ils présentent les pouvoirs corrompus comme la dictature d'une ethnie ou d'une région qui opprimerait les autres, les leurs en particulier. Aussi, pour les combattre, s'appuient-ils eux aussi sur leur ethnie. Ils

aiguisent les différences culturelles entre les populations, même là où il n'y a aucune oppression de ce type. Ils en appellent à la solidarité de leur ethnie et la transforment en une hostilité contre les autres, notamment contre les ethnies de ceux qui dirigent, sans aucune distinction, comme si les pauvres et les opprimés des ethnies des dirigeants corrompus étaient responsables de la dictature et de la misère qu'ils subissent eux aussi.

L'ethnisme, qui pousse sur le terreau de la misère et du sous-développement dans nos pays, comme le nationalisme ou l'intégrisme, est un piège dans lequel les politiciens bourgeois veulent entraîner les masses pauvres. C'est une sorte d'échappatoire qu'ils utilisent pour dévoyer les luttes, pour les diriger vers des impasses pour les pauvres, des fois avant même que ceux-ci ne commencent à se révolter. Tous ces mouvements ethniques, plus ou moins "culturels", en opposant les pauvres les uns aux autres, en obscurcissant la conscience du rôle qu'ils ont à jouer dans la transformation radicale du système actuel, servent en réalité les intérêts du capitalisme, y compris lorsque les dirigeants de ces mouvements se disent anti-occidentaux.

Les masses pauvres

burundaises, hutus comme tutsis, n'ont aucun intérêt à se ranger derrière un camp ou un autre, car la ligne de démarcation n'est pas entre Hutus et Tutsis ou "démocrates" et non-démocrates, mais entre riches et pauvres, exploités et exploités, bourgeois et prolétaires. Leur avenir est dans leur union en tant qu'exploités contre tous leurs oppresseurs, y compris ceux de leur ethnie, pour mettre fin aux massacres ethniques dans lesquels les poussent les différents éléments de la bourgeoisie burundaise en concurrence pour le pouvoir.

Au Burundi, comme en Afrique en général ou ailleurs, l'avenir, c'est de débarrasser la société de l'exploitation capitaliste, source de toutes les oppressions, des guerres et des luttes ethniques. Cela est chose possible. Mais seule la classe ouvrière en unissant toutes ses forces peut réaliser cette tâche-là, car, par-delà ses diversités ethniques ou religieuses, elle est une classe qui vit de l'exploitation de sa force de travail, subit partout la même misère et la même dictature imposées par les riches. Elle peut proposer une autre politique que celle, criminelle, offerte par les démagogues nationalistes au service des exploités.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ividiens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.